

La politique de modernisation de l'agriculture en Turquie

Tekelioglu Y.

in

Jouve A.-M. (ed.), Bouderbala N. (ed.).
Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens : à la mémoire de Pierre Coulomb

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 36

1999
pages 211-222

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020484>

To cite this article / Pour citer cet article

Tekelioglu Y. **La politique de modernisation de l'agriculture en Turquie.** In : Jouve A.-M. (ed.), Bouderbala N. (ed.). *Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens : à la mémoire de Pierre Coulomb.* Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 211-222 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La politique de modernisation de l'agriculture en Turquie

Yavuz Tekelioglu

Akdeniz Université, Antalya (Turquie)

Au cours des années 1960, la Turquie avec la moitié de sa population actuelle, devenait dépendante des livraisons de céréales envoyées par les Etats-Unis au titre de la Loi 480. A l'heure actuelle et depuis plus de quinze ans elle est globalement autosuffisante et est devenue un exportateur important de produits agro-alimentaires.

La véritable mutation de l'agriculture turque débute dans les années 1970, lorsque la Turquie atteint la limite de ses terres cultivables. Pour faire face à l'accroissement des besoins rapidement croissants du pays en produits alimentaires et en matières premières, l'intensification de l'agriculture paraît la seule issue possible.

Un immense programme de mécanisation, suivi de l'utilisation accrue de semences améliorées, d'engrais et d'herbicides, de création de réseaux d'irrigation, enfin d'une diffusion efficace de ces progrès ont été les facteurs déterminants de la modernisation de l'agriculture en Turquie. Les progrès mécanique et agronomique, en contribuant ensemble au développement de l'agriculture, l'ont rendue moins tributaire des aléas climatiques. Cette modernisation de l'agriculture a été également soutenue par un fort encadrement étatique au travers d'une politique des prix et de soutien des marchés, comme d'une politique d'investissements publics (infrastructures).

La modernisation se traduit ainsi par un doublement de la production agricole finale (PAF en Lires constantes) entre 1973 et 1993. Quant au taux moyen de croissance en volume, il se situe entre 3 et 4 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Grâce à la modernisation rapide de son agriculture, la Turquie a su briser le cercle vicieux de la dépendance alimentaire et même s'orienter vers la conquête des marchés extérieurs. Mais ces performances se heurtent à des contraintes. Malgré le déclin relatif de l'agriculture dans la croissance du PIB et dans les recettes d'exportation, les agriculteurs représentent encore 45 % de la population active, ce qui ralentit leur productivité. D'autre part, les structures agraires constituent des obstacles pour une modernisation plus élargie. La détérioration de ces dernières, qui restent souvent en marge des sphères des pouvoirs publics, menace même les performances réalisées jusqu'à l'heure actuelle.

I – Les acteurs principaux de la modernisation de l'agriculture turque

1. Le progrès mécanique : la révolution de tracteur¹

La mécanisation a constitué la première étape de la modernisation de l'agriculture en Turquie. Au cours des deux dernières décades, l'agriculture turque a largement substitué la traction animale par le tracteur. Tout le parc de machines agricoles a été renouvelé, entraînant la généralisation immédiate de nouveaux procédés de production consommant beaucoup plus d'énergie que la traction animale. On est passé en vingt cinq ans de 5,5 millions d'unités de trait à 750 milliers de tracteurs agricoles. Ceci a été un véritable bouleversement des habitudes, une transformation totale des moyens et un changement profond d'attitude de la campagne turque.

Cette mécanisation, qui a fait l'objet de très peu d'études socio-économiques, doit être appréhendée à sa juste valeur.

A. Evolution de la mécanisation

On peut distinguer plusieurs étapes principales dans le processus de mécanisation de l'agriculture turque.

a) Le démarrage :

L'introduction massive des tracteurs en Turquie s'est réalisée dans une première phase dans le cadre du plan Marshall. De 1949 à 1953, 40 000 tracteurs environ ont été importés des Etats-Unis et dès 1954 des usines de montage se sont installées dans le pays. Le tracteur a permis une spectaculaire augmentation des superficies cultivées et, grâce à des conditions climatiques favorables, la Turquie a connu une augmentation appréciable de sa production céréalière entre 1951 et 1953.

L'essor brutal et massif de ces équipements ne tarde pas à mettre en lumière des problèmes inconnus jusqu'alors. En effet, l'introduction des tracteurs de types et de marques très différents transforme l'Anatolie en un cimetière de tracteurs, suite à toute une série de problèmes d'approvisionnement en pièces détachées et à une mauvaise qualité de la maintenance.

b) Le grand boom de la période 1972-1978 :

Avec le début de la planification en 1963, la mécanisation s'accroît de nouveau sous l'impulsion donnée à l'agriculture par les plans qui prévoient d'approvisionner le marché turc en tracteurs construits localement. Au cours des années 1960, trois nouvelles entreprises, dont une publique, rejoignent deux autres firmes déjà sur le marché.

La Turquie connaît un grand boom de la mécanisation pendant le troisième plan quinquennal (1973-1977). Elle importe en cinq ans 112 000 tracteurs pour 500 millions de dollars. L'augmentation spectaculaire de la demande la classe au quatrième rang des importateurs après les Etats-Unis, le Canada et la France. Le parc des tracteurs passe alors de 156 130 en 1973 à 370 259 en 1978.

La conséquence de cet élan est l'apparition de nouveaux constructeurs de tracteurs, ce qui porte leur nombre de cinq à dix et la capacité de production de 67 000 à 173 000 unités par an (Tableau 1).

Tableau 1. Industrie de tracteurs

Constructeur	Licence	part du capital étranger (%)	Capacité de production en 1987	Quantité de production en 1987	Capacité de production en 1993	Quantité de production en 1993
Türk						
Traktör (1954)	Fiat	25,0	22 500	12 002	22 500	15 335
Toe (1955)	Int. Harvester	10,0	12 000	-	-	-
Uzel (1962)	Massey Ferguson	-	30 000	18 564	30 000	15 415
BMC (1966)	Leyland	-	5 000	-	-	-
Burtrak (1979)	Ihishibaura	5,6	30 000	-	-	-
Hema (1980)	Ford	-	10 000	12	-	-
Cumitas (1981)	John Deere	-	10 000	113	-	-
Ittor (1980)	Goldoni	-	3 600	531	-	-
TZDK* (1962)	Steyr	-	20 000	4 773	20 000	2 059
Tumosan* (1984)	Fiat	-	30 000	-	-	-
Total			173 100	35 995	72 500	32 809

* Entreprise publique

Source : Association de l'Industrie Automobile (y compris matériel agricole). *Bulletins mensuels de statistiques*, janvier 1988 et 1994, Istanbul.

c] Crise économique (1979-1980) :

La Turquie lance en janvier 1980 un programme de stabilisation afin d'assainir son économie en crise. Les répercussions de ce programme provoquent une crise profonde du machinisme agricole : le recul considérable de la demande intérieure oblige les constructeurs à travailler au cinquième de leur capacité.

d] la relance et vers la saturation (1992-) :

Au cours de cette dernière étape, la demande repart puis se stabilise entre 30 000-35 000 tracteurs par an. Le marché commence à être saturé. Les importations diminuent mais les exportations se développent: la Turquie exporte 16 177 tracteurs entre 1982 et 1988 contre 2 363 tracteurs importés. L'approvisionnement du marché est réalisé désormais par trois constructeurs seulement. Les firmes qui se sont lancées dans le secteur juste après le grand boom cessent leurs activités et malgré l'expérience coûteuse vécue au cours de la première étape, la Turquie devient cette fois-ci un véritable cimetière d'usines de tracteurs.

B. Conséquences de la mécanisation

L'utilisation massive de machines dans les exploitations, due aux efforts déployés depuis 1950, a entraîné une profonde mutation technologique de l'agriculture turque. Les tracteurs ont joué un rôle important dans cette transformation de plus en plus rapide du processus de production. Aujourd'hui, dans les villages turcs, le tracteur n'est pas uniquement un facteur de production agricole mais est aussi un moyen de transport et un élément d'identification sociale.

a] Les conséquences du succès du tracteur :

- ❑ *L'amélioration de la productivité du travail et l'augmentation des rendements agricoles* : le même travail se fait avec moins de main-d'oeuvre ; la terre est mieux préparée (labour plus fin et mieux adapté) ; fertilisation plus intensive et plus régulière, traitements antiparasites plus nombreux, récoltes plus rapides avec moins de pertes, etc.
- ❑ *L'accroissement de la superficie donnant des productions commercialisables* : la croissance de la surface cultivée provoquée par le tracteur a été de 60 % entre 1950 et 1960. La suppression d'une partie importante du cheptel de trait a d'autre part libéré une proportion considérable des terres en surface fourragère.
- ❑ *La réduction du nombre de personnes actives dans l'agriculture* : cet avantage a été important pour les secteurs non agricoles de l'économie qui voyaient leur potentiel de travail augmenter.
- ❑ *L'accélération du développement économique* : l'industrie du tracteur n'est plus une industrie de montage. La contribution locale dans la fabrication s'élève jusqu'à 90 %, ce qui a accéléré le développement industriel du pays.
- ❑ *Une meilleure technicité en milieu paysan* : tout agriculteur est devenu un tant soit peu «bricoleur-mécanicien». Ainsi une branche importante de l'activité du pays ne reste pas à l'écart du progrès technique et humain.
- ❑ *Un endettement sans cesse accéléré* : l'agriculture a quitté son caractère de secteur de «thésaurisation» et est vite devenue au contraire l'une des activités économiques les plus endettées du pays (achat et réparation du matériel et du carburant).
- ❑ *L'argument psychologique* : avoir un tracteur, c'était «faire moderne». Avant, seuls ceux qui possédaient un tracteur étaient des personnes respectables, aujourd'hui, seuls le sont ceux qui possèdent des tracteurs de haute puissance !!

Malgré tout, le tracteur est un matériel qui permet le passage du traditionnel au modernisme. Grâce à lui, l'écurie devient un hangar ou un atelier, et les odeurs de fumier laissent leur place aux odeurs de fioul et de graisse dans les villages turcs.

b) Répercussions négatives de la tractorisation :

- ❑ *Détérioration des structures agricoles* : la mécanisation n'a pas été accompagnée d'une concentration des structures agricoles. Au contraire, ces dernières se sont même dégradées.
- ❑ *La dégradation de l'équilibre dans l'utilisation des terres* : l'accroissement de la surface cultivée s'est produit au détriment des pâturages et des forêts. Ceci a dégradé l'équilibre agro-sylvo-pastoral.
- ❑ *L'accélération de l'exode rural* : le transfert de la population rurale vers les autres secteurs a provoqué du chômage, surtout au moment où les emplois non-agricoles n'augmentaient pas suffisamment. Les statistiques font apparaître qu'entre 1970 et 1985, neuf millions de ruraux ont émigré vers les villes, ce qui a créé à son tour des problèmes socio-économiques importants, surtout dans les grandes villes.
- ❑ *La mécanisation n'a pas été intégrale* : malgré sa rapidité, elle n'a pas permis de supprimer la totalité du cheptel de trait qui continue toujours à conserver son importance dans le processus de production agricole (Tableau 2).

Tableau 2. Evolution des indicateurs principaux de la mécanisation agricole

Année	Pop. rurale (00 pers.)	Traction mécanique			Traction animale		
		Tracteur	Charrue TR	Remorque	Anim. trait (par paires)	Araires	Charrue AN
1955	171 370	40 282	41 900	21 778	2 563 000	2 123 750	1 026 400
1960	188 070	42 136	31 500	25 395	2 647 000	1 991 259	1 159 300
1965	205 820	54 660	42 600	37 100	2 674 000	2 031 400	1 379 600
1970	219 000	105 865	87 000	93 310	2 167 000	1 994 000	1 551 000
1975	234 780	243 066	206 000	150 887	1 987 000	1 381 000	1 022 000
1980	250 910	436 369	388 600	424 429	1 988 000	953 292	804 600
1985	237 980	583 979	506 900	525 791	1 118 000	706 324	654 100
1990	231 466	692 454	645 582	648 844	821 000	500 834	561 024
1992		725 993	689 119	686 491	851 103	413 228	517 056

Source : Institut National des Statistiques (INS), *Sommaires des statistiques agricoles* (1972, 1992) et *Annuaire Statistique de la Turquie*, 1993.

C. Analyse de la répartition de la motorisation et de la mécanisation

a) Structurelle :

Aujourd'hui, une exploitation sur cinq est équipée de tracteur. Compte tenu de l'importance relative des petites exploitations, on peut avancer que les grandes disposent de plusieurs tracteurs. Le degré de mécanisation de l'agriculture turque est supérieur à la moyenne mondiale, soit un tracteur pour 32 ha de terres cultivées (contre 52 ha pour l'ensemble du monde, 18 ha dans la Communauté, 58 au Portugal, 37 en Espagne, 30 en Grèce et 20 en France en 1989)².

b) Par puissance :

En 1990 on observe une prédominance des tracteurs moyens³ : 364 052 de 35 à 50 cv, 237 579 de 50 cv et plus, soit au total un tracteur sur trois est supérieur à 50 cv. Ceci dénote d'ailleurs une assez forte augmentation de la puissance moyenne (en 1991, 371 000 tracteurs, soit 52,6 % du parc national, avaient de 35 à 50 cv)⁴.

c) Régionale :

Le degré d'équipement est inégal selon les régions. On peut schématiquement opposer la Thrace, la Turquie de l'ouest et du sud, très équipées, à l'Anatolie centrale (le plateau anatolien) moyennement équipée et enfin la Turquie du nord, de l'est et du sud-est, faiblement équipée.

Cette répartition déséquilibrée du parc de tracteurs est due aux structures naturelles et agricoles des régions ainsi qu'aux relations avec le marché et à l'utilisation d'autres moyens de production agricole

D. Contraintes de mécanisation

Ces contraintes sont essentiellement d'origine structurelle

a) Inadaptation des structures agricoles :

Les structures agricoles ne permettent pas une mécanisation rationnelle. La taille moyenne des exploitations est de 5,9 ha en 1991 : cette superficie est nettement en dessous du seuil de rentabilité d'utilisation de la puissance moyenne disponible (45 cv). De plus, les exploitations se composent en moyenne de 5,6 parcelles, dispersées, ayant généralement des formes qui ne se prêtent pas bien à la mécanisation⁵.

b) Inadéquation qualitative de la fabrication de tracteurs :

L'industrie turque des tracteurs produit des tracteurs dont la puissance moyenne (48 cv) n'est pas compatible avec les besoins des exploitations agricoles turques. En effet, la place des petits tracteurs (moins de 20 cv) dans la production est inférieure à 5 % alors que huit exploitations sur dix ont moins de 10 hectares. Cette situation entraîne une sous-utilisation du parc national: selon des résultats de recherches, l'utilisation annuelle moyenne d'un tracteur atteint à peine 350 heures, soit 30 % de son utilisation potentielle.

De plus, le manque d'organisation d'utilisation en commun de matériel agricole, l'insuffisance en équipement tracté et la perception du tracteur qu'ont les agriculteurs plus, comme signe de prestige social que facteur de production, sont d'autres raisons qui renforcent cette sous-utilisation inévitable.

Aussi une meilleure utilisation de la mécanisation dans l'agriculture turque passe davantage par une utilisation optimale du matériel existant que par l'accroissement du parc de tracteurs.

2. Progrès agronomiques

La première étape de la modernisation des exploitations en Turquie est suivie du développement de nouveaux progrès technologiques. Une fois la limite des terres cultivables atteinte, l'intensification devient nécessaire.

A. Du fumier de ferme aux engrais industriels

Jusqu'à la mise en place de la planification en Turquie (1963), la seule fertilisation des sols anatoliens était apportée par le fumier animal. Mais il faut souligner qu'une partie importante de ce fumier était très souvent séchée et transformée en combustible. L'agriculture turque fait connaissance avec les engrais commerciaux sous l'impulsion du Premier Plan. A partir de 1963, l'utilisation d'engrais chimiques commence à se répandre très vite et l'Etat s'efforce de mettre en place une industrie nationale d'engrais.

Au bout de deux décades, la consommation d'engrais chimique a plus que quadruplé, en s'élevant à 9,5 millions de tonnes en 1990⁶ (Tableau 3). Cet essor est largement dû au développement de la mécanisation, et à une forte intervention de l'Etat sur le marché. La production locale couvre 80 % de la demande et elle est fortement tributaire d'importations de matières premières.

Actuellement, la superficie fertilisée constitue 75 % de la superficie cultivée⁷. Malgré l'augmentation rapide de la consommation (77,1 kg d'éléments nutritifs par ha en 1992), elle reste encore loin des niveaux atteints dans une partie des pays membres de l'Union Européenne (65 kg au Portugal, 71 kg en Grèce, 77 kg en Espagne, 121 kg en Italie, 215 kg en France et 307 kg aux Pays-Bas en 1989)⁸.

Pour encourager la consommation, le prix des engrais a été subventionné. Le taux de subvention est en moyenne de 40 %. Depuis 1986, le monopole d'Etat sur le système d'approvisionnement, de distribution

et de fixation des prix des engrais a été modifié par la loi et un marché de libre concurrence a été établi. Mais, malgré de larges débats sur les subventions, celles-ci continuent toujours d'exister.

Tableau 3. Utilisation d'intrants

	1960	1970	1980	1985	1990	1991	1992
Engrais chimique (000 tonnes)	107	2 215	5 968	7 252	9 510	8 981	9 735
Semences certifiées (000 tonnes)	150	133	82	247	157	179	201
Superficie irriguée (000 ha)	1 115	1 914	2 706	3 300	3 900	3 999	4 064
Tracteurs (unités)	42 136	105 865	436 369	583 974	692 454	704 373	725 943
Herbicides (tonnes)	20	32	27	37	34	28	30

Sources : MAAR, 1993 ; INS, 1993.

B. Lutte contre les maladies

L'utilisation des produits chimiques destinés à lutter contre les ennemis des cultures et les maladies commence à se répandre aussi à partir des années 1960. La consommation des pesticides à des fins agricoles reste faible et n'est que de 34 milliers de tonnes en 1990⁹. Depuis 1984, le Ministère de l'Agriculture et des Forêts accorde une attention plus soutenue aux activités de protection des plantes afin de réduire les pertes provoquées par les maladies. La production nationale répond à 85-90 % de la demande en pesticides et le reste est importé.

C. Semences sélectionnées

Le rôle des semences à haut rendement est décisif dans la modernisation de l'agriculture turque. Dans les instituts de recherche créés dès la fondation de la République, des travaux d'amélioration génétique sont régulièrement entrepris et poursuivis. De plus, les variétés importées sont testées et celles qui donnent de bons résultats font l'objet de programmes de production et sont distribuées aux agriculteurs. La Turquie est un des rares pays qui a su améliorer ses variétés locales de blé, grâce à ses programmes intensifs de recherche.

Jusqu'en 1984, le secteur public s'occupait de la recherche, de la production et de la distribution des semences. L'Etat reconnaît l'importance de l'industrie des semences dans l'accroissement des rendements. La modernisation de l'agriculture est de plus fondée sur l'existence d'une industrie dynamique de semences capable d'assurer les besoins des agriculteurs en semences de bonne qualité. Aussi dans le cadre de cette nouvelle politique, des mesures importantes ont été prises en 1984 et des efforts ont été consentis pour faciliter l'introduction du secteur privé dans ce domaine. Depuis, plus de 40 sociétés, dont la plupart sont associées à des firmes étrangères, s'occupent de la production de semences et de plants ainsi que des services de commercialisation. Grâce à l'introduction du secteur privé dans ce domaine, la Turquie a connu un développement spectaculaire de la production des semences (maïs, tournesol, soja et légumes hybrides) dont une partie est exportée chaque année. Dans les domaines où le secteur privé n'est pas présent (le blé, les pommes de terre, le coton, etc.), ce sont les organismes publics qui assurent la production. La quantité des semences distribuées par le Ministère de l'Agriculture s'élevait à 200 781 tonnes en 1992¹⁰.

D. Développement de nouvelles pratiques culturales

La tendance à l'intensification des exploitations agricoles en Turquie a été largement renforcée par les nouvelles pratiques culturales développées par les centres de recherche du ministère de l'Agriculture. La culture du blé constitue un exemple significatif de cette modernisation¹¹.

La révolution du blé en Turquie s'est effectuée en trois étapes. Au cours de la première étape (1950-1965) la progression de la production est due à l'augmentation spectaculaire de la surface cultivée, rendue possible par une mécanisation rapide. Malgré la croissance considérable de la production, pendant cette étape le pays a été tributaire des importations de blé pour assurer l'approvisionnement de sa population dont la croissance est rapide (2,6 % par an).

La deuxième étape (1966-1975) de la révolution du blé est marquée par l'introduction massive de nouvelles variétés qui permettent d'obtenir des rendements plus élevés qu'avec les variétés locales. Tandis que les variétés mexicaines, Sonora 64 et Lerma Roja voient leur succès s'affirmer sur la côte méditerranéenne, une variété russe, Bezostaya s'adapte bien à l'Anatolie centrale et à la Thrace. Ces transformations qui s'inscrivent dans un processus plus global, dénommé «la révolution verte», conduit la Turquie à établir des programmes importants de recherche sur le blé avec le CIMMYT et l'université de l'Oregon aux Etats-Unis. Ces programmes aboutissent à la mise au point de variétés locales améliorées.

Conjointement à l'introduction de nouvelles variétés, la consommation d'intrants s'accroît également. Ainsi l'utilisation annuelle moyenne d'engrais évolue pour le blé de 806 000 tonnes (1966-1970) à 1 200 000 tonnes (1971-1975). L'augmentation soutenue de la production de blé permet à la Turquie de ne plus recourir, au terme de cette étape aux importations américaines effectuées à des conditions privilégiées dans le cadre de la loi PL480. Cette deuxième étape marque donc le passage de la dépendance à l'autosuffisance.

La troisième et dernière étape de la modernisation de la culture du blé est la mise en place en 1975 d'un paquet technologique adapté aux conditions de culture en sec du blé d'hiver sur le plateau anatolien. Cette zone de type semi-aride représente à elle seule la moitié des superficies en blé de la Turquie.

Ce paquet technologique lancé en 1972 est le résultat d'un vaste programme de recherche visant à mettre au point des techniques culturales qui augmenteraient l'humidité disponible pour la culture du blé. Cette nouvelle technique de production est diffusée à travers un vaste programme de vulgarisation et permet d'obtenir des gains de productivité importants. Il faut noter que grâce à cette troisième étape concernant le plateau anatolien, la modernisation touchait la plus grande partie des cultivateurs de blé.

D'autre part, la production céréalière est désormais moins tributaire des aléas climatiques, grâce aux effets combinés des variétés et de la mise au point de nouvelles techniques culturales. La technologie adoptée en Anatolie centrale, non seulement a conduit à un quasi doublement des rendements, mais aussi à leur stabilisation. Au cours de la troisième étape de cette modernisation, la production de blé va dépasser 20 millions de tonnes par an, classant la Turquie au septième rang mondial. Elle devient ainsi exportatrice de blé.

E. Développement de l'irrigation

Un autre facteur déterminant de la modernisation est l'accroissement des superficies irriguées qui a permis l'intensification d'autres cultures et notamment des plantes industrielles. Entre 1962 et 1992, la surface irriguée quadruple, dépassant 4 millions d'ha actuellement. Un quart de cette superficie est irriguée grâce à des initiatives privées. L'ensemble de la superficie irriguée ne représente cependant qu'environ 50 % des terres irrigables, estimée à 8,5 millions d'hectares¹².

L'irrigation est le poste le plus important des programmes d'investissement agricole. Les travaux majeurs sont exécutés par le Service d'Etat des Eaux (DSI) tandis que les périmètres d'irrigation sont le fait de la Direction des Affaires Rurales du Ministère de l'Agriculture.

Parmi les principaux projets d'irrigation, il faut faire mention particulièrement du projet Seyhan dans la région de Çukurova qui a permis l'irrigation de 154 000 ha de terres. Grâce à ce projet cette région est devenue un pôle de croissance particulièrement important des industries agro-alimentaires.

Cependant, l'insuffisance en eau limite encore fortement l'intensification. Aussi la Turquie s'apprête à achever le projet de l'Anatolie du sud-est (GAP) qui est le plus ambitieux entrepris depuis l'avènement de la République Turque. Le projet GAP se subdivise en 13 sous-projets qui prévoient la construction de 21 barrages et 17 centrales hydrauliques, ainsi que l'irrigation de 1,8 millions d'ha environ de terres. Grâce à ce projet, qui est une sorte de renaissance de la Haute-Mésopotamie, la production agricole de la Turquie devrait être multipliée par deux et la structure socio-économique de la zone en serait totalement transfigurée¹³.

II – Le rôle de l'Etat dans la modernisation de l'agriculture en Turquie

L'agriculture a fait depuis longtemps l'objet d'une intervention étatique très forte. En effet, des politiques économiques favorables aux agriculteurs ont soutenu le processus continu de la modernisation. De nombreux instruments de politique agricole sont utilisés pour atteindre les objectifs fixés, comme la stabilité des prix et des revenus, la satisfaction de la demande et l'amélioration de la balance des paiements, etc.

1. Politique des prix et des revenus

Dès le Premier Plan (1963-1967) il est admis que l'Etat devrait exercer une influence sur les revenus agricoles afin d'établir un rapport plus équitable entre ces derniers et les revenus non-agricoles. Cette politique est appliquée grâce à une intervention de l'Etat sur les prix agricoles ou les facteurs de production.

Le soutien des prix concernait les produits majeurs cultivés en grande quantité, ainsi que les produits principaux d'exportations et les produits utilisés massivement par les industries agro-alimentaires. L'achat, au prix garanti fixé par l'Etat, de toute la production livrée par les agriculteurs constitue l'essentiel de ce système. L'Etat dispose à cet égard de divers organismes d'intervention :

- ❑ **Türkiye Seker Fabrikalari Anonim Sirketi** (Société Anonyme de l'Industrie du Sucre de Turquie) : entreprise économique d'Etat dont la fonction est de fournir aux cultivateurs de betterave tous les intrants nécessaires et d'acheter leurs produits à un prix fixé officiellement. La société s'occupe également de la création de sucreries, de production d'alcool, de tourteaux déshydratés et enfin de semences de betterave. Actuellement, vingt sucreries font partie de cette société.
- ❑ **Toprak Mahsulleri Ofisi (TMO)** (Office des Produits du Sol) : entreprise économique d'Etat, créée en 1938, sa tâche principale est de stabiliser le marché par des achats de soutien. Il est donc chargé d'acheter les produits déterminés par le gouvernement à un prix fixé officiellement chaque année par le Conseil des Ministres, puis de les revendre afin de stabiliser les prix. Le TMO a une capacité de stockage de 3 500 000 tonnes. Il possède 69 succursales et 251 agences afin de réaliser ses activités. Son intervention sur les marchés touchait en 1993 sept produits sur vingt : blé, orge, seigle, maïs, avoine, pavot et riz¹⁴.
- ❑ **Tarim Satis Kooperatifleri ve Birlikleri** (Coopératives Agricoles de Vente et leurs Unions) : organismes semi-publics créés en 1935 et modifiés en 1986, parallèlement à leur tâches principales, ils sont aussi chargés d'effectuer des achats de soutien au nom de l'Etat. Actuellement on compte 424 coopératives, 21 unions et plus de 600 milliers d'adhérents. Les achats de soutien de coopératives agricoles de vente couvraient onze produits en 1993 : tournesol, noisettes, raisin sec, laine mohair, pistaches, soja, arachides, poivron rouge, roses, lentilles et cocon des vers à soie¹⁵.

Après avoir présenté les organismes principaux de l'Etat chargés d'effectuer des achats de soutien, revenons de nouveau sur le sujet. A l'exception des fruits frais et des légumes, presque tous les produits agricoles font l'objet de prix garantis. Leur nombre s'est multiplié avec le temps, augmentant surtout avant les élections législatives. En 1993, le nombre des produits touchés par la politique de soutien s'élevait à vingt¹⁶.

L'application de cette politique a suscité de vifs débats en Turquie à cause de ses conséquences coûteuses en termes budgétaires et de son rôle dans les fortes pressions inflationnistes. En plus, on pense que généralement ce sont les grandes exploitations qui profitent le plus de cette politique, ce qui rend la distribution du revenu encore plus déséquilibrée dans l'agriculture. Aussi le gouvernement actuel est en train de supprimer cette politique tout en conservant le soutien de quelques produits principaux (blé, tabac, coton, etc.).

L'accent mis sur la subvention des prix des intrants a constitué l'autre volet de la politique des prix. Les prix favorables fixés par l'Etat ont permis d'étendre l'utilisation des intrants et d'accroître la productivité de la terre. Les engrais chimiques étaient les intrants les plus subventionnés. L'eau d'irrigation était aussi un autre facteur qui a fait l'objet d'une subvention importante. Malgré la suppression ou la diminution des subventions aux intrants au début des années 1980, on continue cependant à subventionner les engrais.

De même les crédits bonifiés destinés aux agriculteurs ont été développés La Banque Agricole, avec les coopératives de crédit créées sous son égide, s'efforce de satisfaire les besoins financiers des producteurs.

2. Politique d'investissement

Comme la faiblesse du revenu des agriculteurs ne favorisait pas l'investissement, l'Etat a été contraint d'accroître l'utilisation du capital dans l'agriculture par le recours aux investissements publics. Ces derniers ont été tout d'abord orientés vers la construction des routes. En effet, avec l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate en 1950, les travaux d'infrastructures prennent un élan considérable. L'extension du réseau routier a permis aux agriculteurs de commercialiser plus facilement leurs produits et d'ouvrir ainsi les exploitations au marché.

La part des investissements agricoles dans la totalité des investissements publics s'accroît rapidement aussi et passe à 63 % au cours du premier plan et à 60 % au cours du deuxième (1968-1972). Environ 55 % de ces investissements sont consacrés à l'irrigation, alors que les investissements en machines et équipements occupent la deuxième place¹⁷.

L'Etat a aussi créé une industrie nationale approvisionnant l'agriculture en intrants. La création d'une «industrie nationale des engrais azotés» a constitué le premier pas dans ce domaine. Les semences sélectionnées, autre facteur déterminant de la modernisation des exploitations, sont produites dans les fermes d'Etat liées à la TIGEM (Direction Générale des Entreprises Agricoles Publiques). Cette entreprise s'occupe de la production et de la distribution des semences, des plants et des reproducteurs. Elle est également chargée d'effectuer des recherches sur la production animale et végétale. Un autre organisme étatique, le DSI (Service des Eaux) est engagé dans la construction des barrages et dans l'approvisionnement en eau des exploitations. Créé en 1944, le TZDK (Organisme d'approvisionnement agricole) s'efforce par contre de répondre aux besoins des agriculteurs pour certains intrants. Son rôle principal reste la distribution des intrants mais il s'occupe également de la production notamment des tracteurs et des équipements agricoles.

La création et la croissance rapide de toutes ces entreprises publiques d'Etat permettent ainsi la modernisation d'une agriculture paysanne qui contribue largement à son tour au développement des industries agro-alimentaires en leur fournissant les matières premières nécessaires pour leur développement. Ces industries constituent 40 % de la valeur totale de la production de l'industrie manufacturière en 1993. Ainsi l'offre agricole se trouve largement stimulée par l'industrialisation du pays (et inversement la demande agricole a entraîné un développement industriel).

3. Vulgarisation agricole

La vulgarisation agricole a certainement constitué un facteur décisif dans le processus de modernisation de l'agriculture turque, bien que les conditions du pays avec des villages nombreux (36 000), parfois difficiles d'accès, le poids des traditions ancestrales, n'aient pas toujours rendu aisée la diffusion des nouvelles connaissances. La création en 1943 d'Etablissements Agricoles Techniques, rattachés au ministère de l'Agriculture, constitue une étape décisive dans ce domaine. Chargé de répondre aux problèmes des agriculteurs, cette organisation étatique est élargie et complétée au niveau national. Ainsi, les activités de vulgarisation agricole deviennent permanentes et régulières.

Mais en dépit de tous ces efforts, l'ensemble des résultats de la recherche ainsi que les innovations technologiques provenant de l'extérieur n'ont pu être entièrement transmis aux organisations de vulgarisation. En outre, le service de vulgarisation agricole s'est également heurté à d'autres difficultés telles que le manque de matériel, de moyens de transport, ou de personnel qualifié et l'insuffisance des fonds alloués pour les travaux de terrain. Tous ces problèmes ont empêché tout le développement que l'on pouvait attendre de la vulgarisation.

Les travaux de réorganisation des services de vulgarisation agricole ont commencé en 1984. A la suite d'un accord avec la Banque Mondiale et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), un «Projet de recherche appliquée et de vulgarisation» (TYUAP) a été mis en place, puis un deuxième pro-

jet TYUAP depuis juin 1990. Cofinancés par la Banque Mondiale, ces deux projets renforcent les liens entre la recherche et la vulgarisation mettant ainsi en oeuvre une vulgarisation plus performante que celle qui existait avant 1984¹⁸.

Dans le cadre des TYUAP, deux programmes de vulgarisation méritent d'être mentionnés. Celui d'abord de la réduction de la jachère, appliqué dans 29 départements de culture sèche de l'Anatolie, a permis une augmentation spectaculaire de la production en donnant à la Turquie une place dominante sur les marchés internationaux des lentilles et des pois chiches¹⁹.

Le second programme concernant la région de Çukurova, a permis un développement considérable de la culture du maïs et du soja. L'adoption des nouvelles variétés et la diffusion du paquet technologique adapté sur le plateau Anatolien, sont deux autres exemples réussis de la vulgarisation agricole en Turquie.

Tableau 4. Production des principales cultures végétales (en milliers de tonnes)

	1964/66	1990/92	Evolution 1990/92 1964/66 = 100
Céréales	15 156	30 092	198
- Blé	8 800	19 900	226
- Orge	3 433	7 335	214
- Maïs	982	2 168	221
Légumineuses	587	1 993	339
- Pois chiches	89	828	930
- Lentilles	93	695	747
- Haricots secs	138	208	151
Pommes de terre	1 710	4 500	263
Betterave à sucre	4 183	14 861	355
Tabac	163	290	178
Fibre de coton	344	595	173
Graines de coton	555	949	171
Graines de tournesol	175	870	497
Olives	643	830	129
Raisins	3 080	3 516	114
Pommes	380	1 967	517
Pêches	81	357	441
Oranges	287	795	277
Tomates	1 403*	6 216	443
Figues	210	288	137
Noisettes	149	403	270
Thé	70	671	958

* 1967/1969

Source : INS, *Sommaire des statistiques agricoles*, 1972 et 1992.

III – Conclusion

Malgré le grand potentiel de l'agriculture, la croissance économique de la Turquie a été axée sur l'industrie et s'est effectuée jusqu'en 1980 dans le cadre d'une stratégie d'industrialisation basée sur la substitution aux importations. Depuis cette date, une nouvelle politique axée sur l'exportation (*outward orientation*) et accordant un rôle croissant aux forces du marché est mise en place.

La modernisation de l'agriculture a permis d'une part de répondre aux besoins alimentaires croissants de la population et de fournir les matières premières nécessaires à une industrie en voie de développement sans créer de déséquilibres majeurs, et d'autre part de contribuer à l'équilibre extérieur du pays grâce à ses surplus exportables.

Ainsi on peut dire que la modernisation a atteint globalement ses objectifs. Dans un pays en voie de développement ce fait doit être largement apprécié, mais il faudrait aussi raisonner sur d'autres aspects de cette modernisation. Quel en a été le coût socio-économique ? N'a-t-elle pas été une modernisation coûteuse ? On peut réfléchir plus particulièrement sur le cas de la mécanisation, un exemple rare au monde d'un gaspillage extraordinaire de ressources peu nombreuses.

Quant à la politique des prix, n'est-elle pas encore une politique budgétairement trop coûteuse ? Dans quelle mesure cette politique est-elle inflationniste ? Ou créatrice de stocks de produits comme le tabac, le thé et les noisettes ? N'est-ce pas à cause d'elle que la répartition du revenu entre les agriculteurs devient plus déséquilibrée ?

L'ambitieux projet GAP, indispensable pour la Turquie mais qui dévore les caisses publiques et pèse très largement sur les contribuables ne renforcera-t-il pas les déséquilibres socio-économiques dans cette région fragile de la Turquie si on tient compte que 7 % des propriétaires terriens possèdent 51 % des terres touchées par le projet ? Ces questions fondamentales demandent réflexion et réponses.

Mais surtout la modernisation de l'agriculture turque restera incomplète tant que les structures de production n'auront pas été elles-mêmes améliorées.

Notes

1. Cette partie emprunte de longs passages à l'article suivant : Tekelioglu, Y (1992).- La mécanisation dans le processus de modernisation de l'agriculture turque ; Agriculture et Industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient. Ed. L'Harmattan, Paris.
2. CEE 1992, p. T/126.
3. Institut National de Statistique (INS), 1990, p. 24.
4. INS, 1991, p. 26.
5. Tekelioglu (Y.), 1993, pp. 67-74.
6. Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales (MAAR), 1993, p. 42.
7. INS, 1990, p. 229.
8. CEE, 1992, p.T/126.
9. MAAR, 1993, p. 42.
10. MAAR, 1993, p. 42.
11. Tekelioglu (Y.), 1986, pp. 156-158.
12. MAAR. 1993, p. 42.
13. Tekelioglu (Y.), 1992, pp. 95-96.
14. Organisation d'Etat de Planification (OEP), 1994, p. 112.
15. Organisation d'Etat de Planification (OEP), 1994, p. 112.
16. Organisation d'Etat de Planification (OEP), 1994, p. 112.
17. Tekelioglu (Y.), 1992, pp. 1974.
18. Tekelioglu (Y), septembre 1992, p. 3-6.
19. Akar (Y.), 1989, pp. 220-223.

Références

- Akar Y. (1989).- Le projet de diminution de la jachère. In: Agriculture méditerranéenne : la Turquie, Ed. Tekelioglu Y., Montpellier, CIHEAM-IAMM, 1989, *Options Méditerranéennes*.
- Commission des Communautés Européennes (1993).- *La situation de l'agriculture dans la Communauté*. Rapport 1992. Bruxelles-Luxembourg.
- Institut National de Statistique (INS) (1992).- *Annuaire statistique de la Turquie, 1990*. Ankara.

- **Institut National de Statistique (INS)** (1993).- *Annuaire statistique de la Turquie, 1993*. Ankara.
- **INS** (1992).- *Sommaire des statistiques agricoles, 1990*. Ankara.
- **INS** (1993).- *Sommaire des statistiques agricoles, 1991*. Ankara.
- **Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales** (1993).- *Développement de l'agriculture turque*. Ankara.
- **Organisation d'Etat de la Planification** (1994).- *Turkey Main Economic Indicators*. Ankara.
- **Tekelioglu Y.** (1974).- *Le rôle de l'agriculture dans le développement économique en Turquie*. Montpellier (Thèse de 3ème cycle).
- **Tekelioglu Y.** (1986).- Récent développement dans le secteur céréalier en Turquie. In: *Options Méditerranéennes : Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*, actes du colloque de Rabat, Maroc, 6-8 mars 1985, INAV-HII/CIHEAM. Ed. Lerin F., Montpellier : CIHEAM, 336 p.
- **Tekelioglu Y.** (1992).- La mécanisation dans le processus de modernisation de l'agriculture turque., In: *Agriculture et industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, Ed. L'Harmattan, Paris.
- **Tekelioglu Y.** (1993).- Politique agricoles et structures agraires en Turquie. In: *Cahiers Options Méditerranéennes*, Vol. 1 : L'état de l'agriculture en Méditerranée, Montpellier : CIHEAM.
- **Tekelioglu Y.** (1995).- Vulgarisation agricole en Turquie. Communication présentée au Séminaire International sur «La vulgarisation Agricole en Méditerranée du nord-est», Volos, 17-19 septembre 1992, In : *Cahiers Options Méditerranéennes*, Vol. 2, n° 2, Montpellier : CIHEAM/FPH, 170 p.

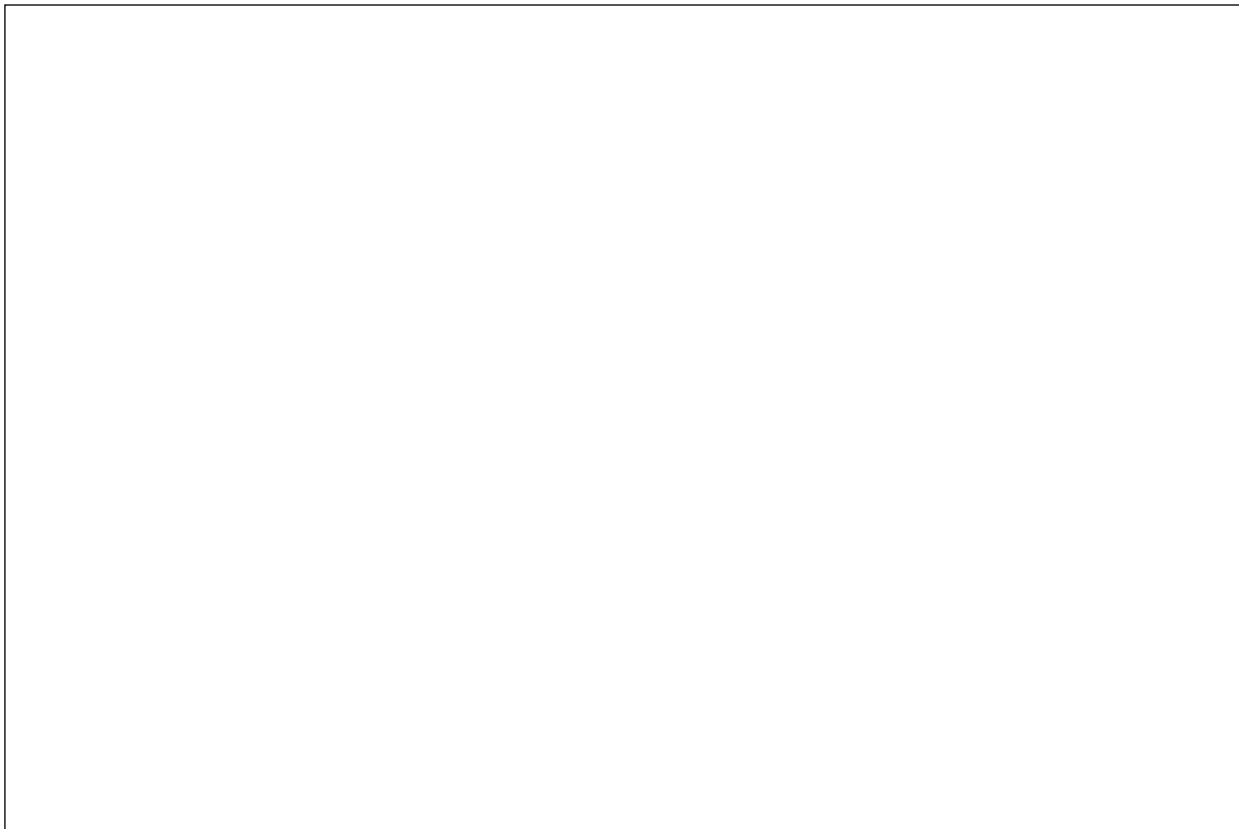


Photo Alain Bourbouze